

nisme étudierait les recommandations pour tous les subsides et toutes les primes, y compris ceux qui relevaient alors de la Commission des prix. La dépêche disait que, pour cette année financière, les primes à la production et les subsides à la consommation constitueraient un total de cent millions de dollars.

Ce système de primes et de subsides sur les denrées alimentaires a non seulement un effet néfaste dans l'esprit du peuple canadien, mais il a aussi une réaction défavorable sur les subsides consentis à certaines industries d'importance secondaire. A ce propos, j'aimerais employer un exemple que plusieurs connaissent. On ne sait généralement pas, ou aussi bien qu'il le faudrait, que l'industrie du savon au pays reçoit de fortes primes à la production. Notre trésorerie accorde une prime de 30c. à un dollar par cent morceaux de savon ordinaire. Si on considère que la production est de 60 millions de livres ou plus, cela donne une idée des subventions versées à cette industrie.

Il faut enrayer la hausse du prix des articles nécessaires à l'existence, mais je signalerai certaines des lacunes de la réglementation de cette industrie, l'une de celles qui mettent en lumière l'embarras à surmonter. Le déboursé qu'entraînera le maintien des prix maximums de septembre 1941 s'élèvera à des vingtaines de milliers de dollars. Parce que les grossistes avaient des stocks considérables, il fut nécessaire de porter le prix maximum au prix de juin 1941, ce qui coûta à la trésorerie nationale un supplément de plusieurs milliers de dollars. Des frais considérables de publicité entrent dans le prix de fabrication de cet article de nécessité. Jour et nuit la radio nous sert à tout instant des réclames, des sketches, des histoires vraies et fantaisistes, dont les frais s'ajoutent au prix de cet article essentiel, le savon. Si la Chambre des communes décidait que la Société Radio-Canada et les autres établissements radiophoniques n'ont pas besoin de cette publicité pour se tirer d'affaire, je suis convaincu que l'industrie intéressée sera prête à économiser à cet égard, et ce serait autant de moins que la trésorerie aurait à déboursier. C'est une réglementation de prix qui indique un manque de contrôle.

Quoiqu'il arrive, les gens se serviront de savon. S'ils n'en gaspillaient pas tant dans les éviers, ce serait autant de gagné pour notre économie. Ils croient toujours que la vertu de propreté accompagne la piété et ils se tiendront propres du berceau à la tombe. Ils savent aussi que nous sommes en guerre. Les honorables députés savent que nous avons une grande pénurie des matières premières qui entrent dans la fabrication du savon. Tant que cette pénurie existera, tant que cette période

[M. Harris (Danforth).]

difficile durera, nous devons faire trêve aux dépenses inutiles de ce genre. Si les sociétés radiophoniques ne peuvent équilibrer leurs budgets sans les recettes qu'ils tirent de cette publicité, elles feraient tout aussi bien de fermer leurs portes. L'énergie qu'elles utilisent pourrait répondre à des besoins essentiels de guerre pendant les heures de plein ou, si la consommation d'énergie est négligeable, elles pourraient nous servir quelques vieux disques phonographiques. Cela élèverait tout autant l'esprit que la publicité qui nous vient des ondes aériennes. Nos ménagères pourraient tricoter bien plus vite au rythme de la musique qu'elles peuvent pleurer en écoutant les romans des annonces radiophoniques de savons. Le premier ministre a peut-être de la difficulté à le comprendre, mais je lui donne l'assurance qu'il en est ainsi.

Le très hon MACKENZIE KING: Je n'ai pas encore renoncé à l'emploi du savon.

M. HARRIS (Danforth): J'ai vu une trentaine de travailleuses de la Croix-rouge à l'ouvrage et les ai entendu dire: "Coupez cette publicité de savon; nous avons des mains de laveuses de vaisselle et nous ne tenons pas à ce qu'on nous le rappelle". On a fait jouer de la musique et les aiguilles à tricoter n'en allaient que plus vite.

Je passe maintenant à la réglementation des salaires. Le point saillant de l'effort fait en vue d'immobiliser les salaires se trouve dans la partie qui touche au million et demi d'employés qui comptent pour vivre sur leur enveloppe hebdomadaire de paie. On n'a pas fait suffisamment de publicité parmi le public canadien, surtout auprès des petits salariés, au sujet du système de contrôle des prix établi en vue de maintenir le coût de la vie à un bas niveau. Quand vous avez abaissé le prix des œufs à 40c. la douzaine vous auriez dû le claironner. Nous avons négligé un peu ce genre de publicité. Il faudrait faire savoir à l'ouvrier qu'il est équitablement traité. Vous auriez dû en dire davantage quand vous avez abaissé le prix des œufs, des oranges, du thé et que sais-je. Je suis tenté de conter une histoire de publicité, mais je ne succomberai pas parce que la question est sérieuse.

Les journaux et autres organes donnent trop de place aux choses qui donnent du souci aux travailleurs. Ils leur disent que nous manquons de combustible, de charbon. On leur dit que nous manquons de logements, qu'ils vont manquer d'abris. Si l'on faisait connaître davantage les autres aspects de la situation, notre population ouvrière serait plus satisfaite et produirait davantage. Il se fait beaucoup de publicité sur la pénurie de bière, de beurre et de bœuf, mais il s'en fait très peu au sujet de certains articles que le peuple paie aujourd'hui beaucoup moins cher qu'autrefois.